

# « LES PARTIS D'EXTRÊME DROITE SONT CEUX QUI PARLENT LE PLUS DE DÉMOCRATIE »



## La spécificité belge francophone pour lutter contre les idées extrémistes et liberticides, entretien avec François Debras pour regulation.be

Ce vendredi 9 février 2024 marque le début de la « période électorale » pour les médias de la Fédération Wallonie-Bruxelles, soit 4 mois avant le scrutin pour les élections fédérales, régionales et européennes. À partir de cette date, le « **règlement élections** » adopté par le **Collège d'avis** du CSA est d'application pour l'ensemble des médias de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ce règlement édicte les principes que devront respecter les médias lors des élections de juin et d'octobre 2024 afin de garantir au public une couverture objective, équilibrée et représentative des différentes tendances idéologiques, philosophiques et politiques et lui permettre de se façonner son point de vue pour prendre part à la vie démocratique.

Nous avons poussé la porte de François Debras, chercheur au « Centre d'Etudes Démocratie » de la Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie de l'ULiège. En 2021, il a soutenu publiquement sa thèse de doctorat en sciences politiques et sociales intitulée : « Le chant des sirènes : quand l'extrême droite parle de démocratie ».

**Le règlement élection prévoit que les médias audiovisuel francophones ne donnent pas accès à la parole en direct des mouvements non démocratiques et à tendance liberticide. Quel est votre regard sur cette spécificité belge francophone ?**

Je constate que les débats autour de cette mesure portent surtout sur son intérêt ou non pour lutter efficacement contre la montée de l'extrême droite. Je vais commencer à répondre à cette question en citant une étude très détaillée de Léonie de Jonge intitulée « The curious case of Belgium ». On constate que le principe du cordon sanitaire a une réelle efficacité pour éviter la montée des partis d'extrême droite. Dès lors qu'il est appliqué, les citoyens et les citoyennes ont très peu connaissance de l'existence de tels partis, de leurs idées et les autres partis, plus traditionnels font dès lors très peu de récupération de ces mouvements, comme on peut le voir dans d'autres pays.

On ne peut en revanche pas copier-coller le modèle belge francophone en Flandre, ou dans d'autres pays comme la France, car les partis d'extrême droite existent déjà et sont pleinement implantés dans la vie politique de ces régions.

Il y a d'autres spécificités en Wallonie qui expliquent, à côté du cordon sanitaire, pourquoi l'extrême droite est si peu présente. La région se caractérise par un tissu, syndical, social et associatif très développé. Des études montrent que, en France par exemple, plus la population est éloignée d'un tissu social et associatif bien organisé, plus les votes en faveur des partis d'extrême droite augmentent.

Je suis d'avis de dire que des outils comme le cordon est « utile », mais je n'ai pas à donner mon avis sur les notions de la démocratie. Le concept de démocratie renvoie à de multiples définitions, chacun pouvant l'appréhender, vis-à-vis du cordon sanitaire, selon un regard spécifique : liberté d'expression ? Ou interdiction des partis ne respectant pas les droits humains fondamentaux ?

**Pourtant on remet en question ce principe aujourd'hui ?**

Je n'ai jamais entendu une personnalité politique belge issues des partis traditionnels de gauche et de droite remettre en question le principe du cordon sanitaire, car ça reviendrait à légitimer l'extrême droite. Ce qui est intéressant, c'est d'observer la définition qu'on en fait aujourd'hui. Pour certains partis, il faudrait étendre cet outil à d'autres mouvements, comme le PTB. Une partie de la population le voit comme un paradoxe. Lorsque je m'exprime devant des étudiants de secondaire, un certain nombre d'entre eux ne comprennent pas comment, au nom de la démocratie, on peut interdire certains discours.

Le cordon sanitaire est donc perçu par certains comme un outil qui répond à des principes démocratiques, pour d'autres il devient aussi un instrument politique et pour une partie de la population, il est tout simplement incompris.

## **Ce principe ne contrevient-il pas au principe de liberté d'expression, lui-même fondateur de nos démocraties ?**

Avant de répondre à cette question, il faut d'abord s'interroger sur la définition même de la démocratie. Le cordon sanitaire, c'est un outil spécifique avec une origine bien précise qui vise à empêcher la montée de l'extrême droite. La démocratie est un concept bien plus difficile à définir. Pour l'expliquer, je prends souvent l'exemple de la Slovénie en 2013 et de la Slovaquie en 2015. Ces deux pays ont voulu ouvrir le mariage aux couples de même sexe. Dans les deux cas, le Gouvernement a estimé qu'il était nécessaire d'organiser un referendum et la réponse de la population a été majoritairement non. À l'issue du referendum, des manifestations ont éclaté dans ces pays et dénonçaient le fait de laisser la population voter sur des principes d'égalité. Inversement, la France a décidé de faire passer le mariage gay sans referendum et les manifestations qui ont suivi dénonçaient l'absence de débats publics sur un sujet sociétal aussi important.

La définition de la démocratie n'est pas consensuelle et peut donc avoir plusieurs significations. Est-ce que la France est plus démocratique que la Slovénie ou la Slovaquie ? Tout dépend de ce que l'on place comme valeurs fondamentales derrière la notion de démocratie. Soit on considère que l'égalité entre toutes et tous est le fondement, ce qui autorise à exclure toute idée contraire au principe d'égalité et donc interdire certains discours, soit on considère à l'inverse que la liberté d'expression est le fondement et que la limiter au nom de l'égalité est antidémocratique.

C'est tout le paradoxe de Popper qui pose les questions suivantes : « *peut-on tolérer l'intolérance ? Si on ne tolère pas l'intolérance, ne devenons pas nous-même intolérant ?* ».

## **Vos études portent singulièrement sur l'évolution du discours de l'extrême droite. Votre thèse de doctorat s'intitulait « le chant de sirène, quand l'extrême droite parle de démocratie ». Quels sont les constats de votre étude ?**

La littérature oppose souvent démocratie et extrême droite avec l'idée que les valeurs exprimées sont fondamentalement antidémocratiques parce que sécuritaires, nationalistes, inégalitaires etc. Dans mes travaux, je me suis pour ma part surtout penché sur les « discours » d'extrême droite. Plutôt que de partir sur un principe qui oppose démocratie et discours d'extrême droite, j'ai étudié ce que l'extrême droite veut dire lorsqu'elle parle de démocratie.

Premier constat, ce sont en réalité les partis d'extrême droite qui parlent le plus de démocratie et qui se considèrent comment étant au contraire les défenseurs ou les promoteurs de la démocratie, d'une nouvelle démocratie. Lorsque l'on analyse les moments choisis par ces partis pour parler de démocratie, on observe qu'ils en parlent majoritairement devant les journalistes et en période électorale. Au contraire, ils en parlent très peu à l'intérieur des instances politiques comme les Parlements et donc très peu dans l'exercice de leur fonction.

Quand on s'interroge ensuite sur le contexte dans lequel ils parlent de démocratie, on constate que dans la majorité des cas, c'est pour pointer un adversaire politique

Régulation - Conseil Supérieur de l'Audio-visuel (CSA)

<https://regulation.be/2024/02/12/les-partis-dextreme-droite-sont-ceux-qui-parlent-le-plus-de-democratie/>

que l'on accuse d'être antidémocratique pour se présenter comme le véritable démocrate. « Regarder, ils cherchent à nous empêcher de nous exprimer, ce sont eux qui nous privent de nos libertés... » Dans le discours de l'extrême droite, la démocratie est un « argument » et non un « projet » en soi. Il est donc surtout intéressant d'analyser ce qu'est le véritable projet derrière « l'argument démocratique ». Ce dernier n'a pas changé depuis des décennies. Le projet reste le nationalisme, le sécuritarisme, l'intolérance, le rejet de l'étranger et le racisme en général.

Depuis les années 90-2000 les partis d'extrême droite européenne ont entamé une phase de dédramatisation et se sont réappropriés des thèmes sociaux plus acceptables pour les réinterpréter. Le concept de démocratie en fait partie, mais pas seulement. Lorsque Marine Le Pen parle d'écologie, c'est en réalité pour faire passer un message nationaliste en présentant l'agriculture locale contre l'Europe. Lorsque le parti « Chez Nous » en Wallonie parle du bien-être animal, c'est pour dénoncer l'abatage rituel des musulmans.

**Difficile de parler des discours politique aujourd'hui sans parler du « populisme ». Est-il propre à l'extrême droite ? De tels discours sont-ils dangereux également pour les valeurs démocratiques que visent à protéger des dispositions comme le cordon sanitaire politique et médiatique ?**

Dans le débat politique, le populisme c'est avant tout une critique. Quand on dit à quelqu'un qu'il est populiste, c'est plutôt une attaque. Personne ne se présente fièrement comme étant populiste. En dehors du champ politique, dans le champ académique et selon une approche discursive, je définis, pour ma part, le populisme avant tout comme une rhétorique, un discours spécifique qui va se greffer sur des idéologies dont la particularité est de diviser le monde en deux. D'une part le peuple, présenté comme majoritaire, homogène et travailleur et de l'autre côté, les élites, présentées comme minoritaires, hétérogènes et paresseuses. Il y a des personnalités qui vont systématiquement recourir à cette rhétorique comme Marine Le Pen ou encore Jean-Luc Mélenchon. Le populisme peut être de gauche (les travailleurs, les cheminots, contre les multinationales, l'union européenne) ou de droite, avec un peuple identitaire contre les étrangers par exemple.

Certains considèrent que le populisme est un danger pour la démocratie car il donne une vision purement binaire de la société et supprime tout intermédiaire et tout débat. Le peuple veut, le peuple doit avoir, sans débat, sans compromis.

D'autres diront inversement que le populisme rend la parole à ceux qui n'ont plus la parole, ce qui permet de pointer le manque de représentativité du peuple et mener à davantage d'inclusion et de représentativité. Je le répète, le plus important est à nouveau ce qui se cache derrière les mots. Quel est le vrai projet, est-il égalitaire, ou s'adresse-t-il à une partie des citoyens au détriment des autres ?

## **Nous dirige-t-on vers une société moins tolérante ?**

Ce qui est certain, c'est que nos sociétés évoluent et que certaines idées, historiquement jugées inacceptables, le sont devenues plus tard. C'est ce qu'on appelle la « fenêtre d'Overton », un concept que l'on peut appliquer dans les discours, les programmes et les actions politiques concrètes.

Lorsque la campagne politique flamande aborde sans complexe la théorie du grand remplacement, c'est historiquement un thème d'extrême droite. Lorsque l'on utilise le terme de « musulman modéré », il appartient aussi historiquement au discours d'extrême droite et il s'est pourtant banalisé dans certains discours. À côté des discours, on constate aussi cette évolution dans les programmes politiques. Le projet de créer des « centres fermés » pour les demandeurs d'asile est historiquement un projet des partis d'extrêmes droite. Certaines personnalités politiques de gauche en France défendent aujourd'hui le projet de déchéance de la double nationalité pour les étrangers. Enfin, dans les actions politiques concrètes, je rappelle que la Belgique a été condamnée de nombreuses fois pour sa gestion de l'accueil des demandeurs d'asile.

Je ne dis pas que nos représentants politiques sont d'extrême droite, mais il est certain que des discours, des programmes et certaines actions politiques sont devenues plus audibles aujourd'hui qu'elles ne l'étaient hier.

## **Les élections approchent à grand pas. Quels seront selon-vous les enjeux démocratiques qu'elles recouvrent au regard des discours des partis que vous avez pu étudier ? Y-a-t-il des tendances liberticides émergentes aujourd'hui ?**

Je pense que le cordon sanitaire, le tissu associatif et syndical permet encore à la Wallonie d'étouffer les partis d'extrême droite, mais je pense aussi qu'il faut rester attentif à des phénomènes et des discours que l'on peut entendre au quotidien qui eux, ont tendance à se banaliser. Les questions de l'immigration et de l'insécurité sont largement abordées et doivent être analysées. Certaines décisions de justice remettent en question l'état de droit et certains discours surfent sur les valeurs d'extrême droite. La question du respect des droits humains et leur promotion doit être scrutée dans les prochains programmes politiques.

De manière générale, il faudra être attentif sur la manière dont les partis évoluent en Wallonie et sur les intentions réelles et les idéologies qui se cachent derrière les discours.